

## CE NE SONT PAS NOS VALEURS

La réputation de l'Office européen des brevets mise en cause.

En termes de dommages à notre image publique, les dommages occasionnés à la fin de la semaine dernière par M. Battistelli ont probablement été les pires de nos (près de) 40 ans d'existence.

L'USOEB relève l'enchaînement d'événements suivants :

- Le jeudi 15 octobre, le Conseil d'administration n'a **pas** suivi la proposition de M. Battistelli, qui, en violation flagrante de l'article 23(1) de la Convention sur le brevet européen, demandait que le collègue de la DG3 suspendu soit congédié.
- Dans la soirée du même jour paraissait dans le [Financieele Dagblad](#)<sup>1</sup> (aux Pays-Bas) un article qui contenait de graves accusations, dont certaines étaient assez étranges, contre le collègue de la DG3, lequel article était suivi d'autres publications sur le sujet les jours suivants.
- Le vendredi 16 octobre était publié un communiqué interne, intitulé « Défendre nos valeurs », signé par le président et qui reprenait dans les grandes lignes les termes de la précédente (!) publication dans le Financieele Dagblad.

L'USOEB, qui n'a pas accès aux détails de la procédure disciplinaire, n'essaiera pas de faire de commentaire sur le fond, mais voudrait faire remarquer :

- a) que toute personne doit être **présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été démontrée** et
- b) que les procédures disciplinaires pendantes sont **confidentielles**, principalement afin de protéger la personne concernée.

La procédure est toujours pendante puisque l'affaire a été portée devant la Grande Chambre de recours, qui n'a pas encore rendu son avis. Les accusations portées ouvertement par M. Battistelli dans son communiqué du 16 octobre sont donc totalement déplacées.

Il y a plus :

- Pendant la réunion PD-MAC de septembre, M. Battistelli a annoncé aux participants que le Conseil d'administration statuerait sur la procédure disciplinaire concernant la DG3 lors de sa réunion d'octobre, après quoi les « *méfais (du membre de la DG3) seraient rendus publics.* »
- Une semaine avant la réunion du Conseil d'administration, M. Minnoye (VP1), Mme Mittermaier (notre nouvelle responsable de la communication externe) et M. Osterwalder (porte-parole de l'OEB) ont apparemment rencontré un journaliste du Financieele Dagblad.

Tout se passe donc comme si, frustré de ne pas être parvenu à persuader le Conseil d'administration de le suivre dans sa proposition manifestement illégale, M. Battistelli avait, néanmoins, décidé de mettre à exécution la deuxième partie de son plan, c'est-à-dire d'exposer les prétendus méfaits du collègue de la DG3. S'il en était ainsi, cela donnerait à penser que les fuites apparemment sélectives (d'extraits) du rapport confidentiel de l'unité d'investigation en direction de divers médias feraient partie d'une campagne préméditée orchestrée par M. Battistelli<sup>2</sup>. Le but de ces fuites semble être de discréditer le collègue concerné, tout en faisant également pression sur la Grande Chambre de recours afin de « l'encourager » à parvenir à la « bonne » conclusion.

**M. Battistelli, qui porte atteinte à la réputation de l'Office Européen des brevets ?**

<sup>1</sup> <http://www.suepo.org/archive/ex15387cp.pdf> (avec une traduction en anglais)

<sup>2</sup> Les fonds (880 000 euros) pour la campagne médiatique avaient déjà été réservés – voir CA/F 19/15.